

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 AOUT 1928.

Projet de loi

approuvant la Convention conclue entre la Belgique et la France en vue de régler le service des douanes sur les lignes ferrées franco-belges en ce qui concerne la circulation des trains visités pendant le trajet.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La création des trains rapides Bruxelles-Paris et vice versa sans arrêt à la frontière a amené l'Administration des Douanes des deux pays à organiser la visite des bagages à main des voyageurs pendant le trajet. A la pratique, il a été reconnu indispensable de déterminer de façon précise les pouvoirs respectifs des agents des douanes belges et français, ainsi que la procédure à suivre pour régler les contraventions donnant lieu à une suite contentieuse. C'est l'objet de la Convention que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

Des accords similaires, destinés à améliorer et à intensifier le trafic ferroviaire, devant vraisemblablement intervenir à l'avenir entre la Belgique et les pays limitrophes autres que la France, il y aurait un réel avantage à ce que de pareils arrangements pussent être conclus et mis en vigueur dans les plus brefs délais et sans devoir recourir dans chaque cas à l'approbation législative.

C'est pourquoi il a paru utile de donner d'une manière générale au Gouvernement les pouvoirs nécessaires à cet effet.

La disposition inscrite à l'article 2 du projet de loi ci-joint a pour objet d'accorder au Gouvernement les pouvoirs dont il s'agit.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

HYMANS.

Le Ministre des Finances,

HOUTART.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes,
Téléphones et Aéronautique,*

M. LIPPENS.

CONVENTION

règlant le Service des Douanes, sur les Lignes ferrées franco-belges, en ce qui concerne la circulation des trains visités pendant le trajet.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de la République Française, ayant décidé de régler par une Convention le service des douanes, en ce qui concerne exclusivement la circulation, sur les lignes ferrées entre les deux pays, des trains qui sont visités pendant le trajet, les soussignés dûment autorisés sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les voies ferrées entre la Belgique et la France, utilisées pour la circulation de trains qui subissent la visite de la douane pendant le trajet, seront considérées comme routes douanières internationales pour les deux pays.

Les gares belges et françaises où les services des douanes de l'un et de l'autre pays pourront être appelés à vérifier les bagages ou colis transportés par les trains susvisés, seront également considérées, pour cet unique objet, comme gares internationales.

ARTICLE 2.

Pendant le trajet et aux gares de visite dont il est question à l'article 1, les employés feront leur service respectif et procéderont à leurs opérations conformément aux lois et règlements de leur propre pays, la priorité étant réservée à la douane du pays de provenance.

ARTICLE 3.

Les bagages ou autres colis enregistrés, accompagnés des pièces de douane nécessaires, seront, au départ dans l'un et l'autre sens, placés dans un fourgon plombé et vérifiés aux gares à ce désignées, dans le pays de destination. A ces gares, ils pourront être visités en même temps et dans les mêmes locaux par les agents des douanes des deux pays.

En cas de constatation simultanée d'infractions punissables dans l'un et l'autre pays, la priorité pour les saisies réelles appartiendra à la douane du pays de provenance.

Les bagages ou colis qui, dans l'heure qui suivra l'arrivée du train à destination, n'auront pas été réclamés par les voyageurs, seront déposés dans un local attendant à la salle de revision et fermé à clef. Ils ne pourront être ultérieurement remis aux destinataires qu'avec l'assentiment des représentants des douanes des deux pays. Toutefois, les bagages ou colis qui, dans le délai de huit jours après leur arrivée, n'auront pas fait l'objet, à la gare de destination, d'une déclaration d'exportation pourront être renvoyés, sur la demande de la douane du pays de provenance, à la gare de départ, où la dite douane en disposera selon sa réglementation.

ARTICLE 4.

Les plombs, cadenas, etc., que porteront les wagons ou des colis isolés pour garantir les marchandises qui doivent être soumises aux opérations douanières, pour le compte des deux Etats, aux gares de visite à ce désignées, ne seront enlevés par les douanes belge ou française qu'en présence du représentant de la douane de l'autre pays.

ARTICLE 5.

Les employés des douanes des deux pays pourront, pendant le trajet et aux gares visées à l'article 4, constater, dans la limite de leurs attributions, les infractions prévues par les lois de leur pays respectif en matière d'importation et d'exportation de marchandises, comme aussi de capitaux ou valeurs, et y donner les suites habituelles, soit par voie de transaction, soit par voie de poursuite, dans la forme ordinaire, devant les Tribunaux de leur propre pays. Ils ne pourront, toutefois, procéder à des arrestations dans le pays voisin. Ils auront le droit de retenir dans les trains les marchandises et objets appartenant aux délinquants pour assurer le paiement des frais, des droits et amendes encourues; de transporter dans leur pays respectif les marchandises retenues en gages et les objets saisis ou de les faire vendre dans le pays voisin par le ministère d'un fonctionnaire compétent, sans qu'il puisse en résulter aucune responsabilité pour ce fonctionnaire personnellement ni pour l'Administration dont il relève, si les formes requises dans le pays pour la publication et l'organisation de la vente ont été observées.

A la demande qui leur en sera faite par les autorités du pays voisin, dans les cas prévus à l'alinéa précédent, les autorités compétentes de chacune des Puissances procéderont :

a) à l'audition de témoins et d'experts, ainsi qu'à des informations officielles dont elles certifieront et notifieront le résultat ;

b) à la notification à tous prévenus ou condamnés de toutes pièces de procédure et de décisions des autorités judiciaires et administratives du pays voisin.

Les commissions rogatoires visées ci-dessus seront transmises par l'intermédiaire des Ministres de la Justice des pays contractants, quand elles émaneront de magistrats de l'ordre judiciaire, et par l'intermédiaire des Administrations centrales des douanes, quand elles émaneront de fonctionnaires.

ARTICLE 6.

Les employés des douanes des deux Etats agiront de concert pour empêcher les fraudes dans le trafic passible de droits et pour amener la découverte des infractions aux lois et prescriptions. Ils se communiqueront mutuellement les renseignements de nature à intéresser le service.

ARTICLE 7.

Les autorités de chacun des Etats accorderont aux employés et agents des douanes du pays voisin, dans l'exercice de leurs fonctions, la même protection qu'aux employés et agents des douanes de leur propre pays.

ARTICLE 8.

Les employés des douanes des deux pays pourront porter, dans le pays voisin, l'uniforme prescrit par les règlements qui les régissent respectivement. Ceux appartenant au service actif pourront également être porteurs de leurs armes dans l'exécution de leur service.

Pendant leur séjour dans le pays voisin, ils auront à se conformer aux lois pénales et aux règlements de police en vigueur dans ledit pays et seront, sous ce rapport, soumis à la juridiction de celui-ci. Dans le cas où un employé contreviendrait à ces lois ou règlements, l'autorité dont il dépend serait immédiatement prévenue.

ARTICLE 9.

Les deux Gouvernements se réserveront d'apporter à la présente Convention, par simples correspondances diplomatiques, les modifications dont l'expérience aurait fait reconnaître l'opportunité.

ARTICLE 10.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Fait, en double expédition, à Bruxelles, le 11 avril 1927.

E. VANDERVELDE.

Maurice HERBETTE.

(N^o 307.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 AUGUSTUS 1928.

Wetsontwerp

**tot goedkeuring der tusschen België en Frankrijk gesloten
overeenkomst tot regeling van den dienst der douanen op de
fransch-belgische spoorlijnen, wat betreft het verkeer
der gedurende de reis doorzochte treinen.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De instelling der sneltreinen Brussel-Parijs en omgekeerd, zonder oponthoud aan de grens, heeft het Tolbeheer van beide landen er toe gebracht het reisgoed gedurende de reis te doen doorzoeken. De praktijk heeft aangetoond dat het noodzakelijk is op juiste wijze de respectieve bevoegdheden van de agenten der Belgische en der Fransche douane te bepalen, alsmede de te volgen procedure om de overtredingen te regelen die aanleiding geven tot een geding. Dit is het voorwerp van de Overeenkomst die wij de eer hebben aan uwe goedkeuring te onderwerpen.

Daar dergelijke overeenkomsten, welke bestemd zijn om het verkeer per spoor te verbeteren en uit te breiden, zeer waarschijnlijk tusschen België en andere aangrenzende landen dan Frankrijk zullen moeten gesloten worden, zou er een werkelijk voordeel bij zijn dat dergelijke schikkingen binnen den kortst mogelijken tijd zouden kunnen getroffen en in werking gesteld worden, zonder dat voor elk geval de goedkeuring van de wetgevende macht gevraagd moet worden.

Om die reden is het nuttig gebleken op algemeene wijze aan de Regeering de daartoe noodige macht te geven.

De in artikel 2 van bijgaand wetsontwerp opgenomen beschikking heeft voor doel aan de Regeering de bevoegdheid waarvan sprake te verleen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

(get.) HYMANS.

De Minister van Financiën,

(get.) HOUTART.

*De Minister van Spoorwegen, Zeevaren, Posterijen, Telegrafen,
Telefonen en Luchtvaart,*

(get.) LIPPENS.

OVEREENKOMST

tot regeling van den dienst der Douanen op de Fransch-Belgische spoorlijnen, wat betreft het verkeer der gedurende de reis doorzochte treinen.

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen en de Regeering der Fransche Republiek, besloten hebbende den dienst der douanen, wat betreft uitsluitend het verkeer, op de spoorlijnen tusschen de beide landen, der gedurende de reis doorzochte treinen, door eene overeenkomst te regelen, zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, over de volgende beschikkingen overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De spoorwegen tusschen België en Frankrijk, gebruikt voor het verkeer van treinen die gedurende de reis door de douane doorzocht worden, zullen als internationale tolwegen voor de beide landen beschouwd worden.

De Belgische en Fransche stations waar de toldiensten van beide landen kunnen geroepen zijn om het reisgoed of de colli vervoerd door de bovenvermelde treinen te onderzoeken, zullen eveneens, voor dit eenig doel, als internationale stations beschouwd worden.

ARTIKEL 2.

Gedurende de reis en in de onderzoekstations waarvan sprake in artikel 1, zullen de bedienden hun respectieven dienst doen en zullen zij hunne verrichtingen uitvoeren overeenkomstig de wetten en reglementen van hun eigen land, den voorrang voorbehouden zijnde aan de douane van het land van herkomst.

ARTIKEL 3.

Het ingeschreven reisgoed of de andere ingeschreven colli, vergezeld van de noodige douane-stukken, zullen bij het vertrek in de eene als in de andere richting, in een geplombeerden bagagewagen geplaatst en in de daartoe aangewezen stations in het land van bestemming nagezien worden. In deze stations kunnen zij terzelfder tijd en in dezelfde lokalen door de douane-agenten van beide landen onderzocht worden.

Ingeval er gelijktijdig overtredingen worden vastgesteld die in beide landen strafbaar zijn, dan komt de voorrang voor de zakelijke beslaglegging toe aan de douane van het land van herkomst.

Het reisgoed of de colli die, binnen het uur volgend op de aankomst van den trein ter plaats van bestemming, door de reizigers niet zullen afgehaald zijn, zullen geplaatst worden in een lokaal dat aan de onderzoek-zaal grenst en dat afgesloten is. Zij zullen naderhand slechts aan de bestemmingen mogen afgeleverd worden met de toestemming van de vertegenwoordigers der douanen van beide landen. Evenwel zullen het reisgoed of de colli die, binnen de acht dagen volgend op hun aankomst, in het station van bestemming het voorwerp niet hebben uitgemaakt van een uitvoer-verklaring, op het verzoek der douane van het

land van herkomst, kunnen teruggezonden worden naar het station van vertrek, waar gezegde douane er volgens hare reglementen zal over beschikken.

ARTIKEL 4.

De zegelloodjes, hangsloten, enz., waarvan de wagons of afzonderlijke colli voorzien zijn om de waren te verzekeren die, voor rekening van beide Staten, in de daartoe aangewezen onderzoekstations aan de tolverrichtingen moeten onderworpen worden, zullen door de Belgische of door de Fransche douane slechts afgenomen worden in de aanwezigheid van den vertegenwoordiger der douane van het andere land.

ARTIKEL 5.

De tolbeambten van beide landen zullen gedurende de reis en in de stations bedoeld in artikel 1, binnen de grenzen hunner bevoegdheid, de overtredingen voorzien door de wetten van hun respectief land in zake in- en uitvoer van waren, alsook van kapitalen of waarden, mogen vaststellen, en er het gebruikelijk gevolg aan geven, hetzij door middel van transactie, hetzij door middel van vervolgingen, in den gewonen vorm, voor de Rechtbanken van hun eigen land. Zij zullen evenwel niet mogen overgaan tot aanhoudingen in het naburig land. Zij zullen het recht hebben de waren en voorwerpen, die aan de overtreders toebehooren, in de treinen achter te houden, om de betaling der kosten, rechten en opgelopen boeten te verzekeren; de als pand achter gehouden waren en de in beslag genomen voorwerpen in hun respectief land te vervoeren of ze in het naburig land door tusschenkomst van een bevoegd ambtenaar te doen verkoopen, zonder dat daaruit eenige verantwoordelijkheid kan voortvloeien voor dezen ambtenaar zelf, noch voor het Beheer waartoe hij behoort, indien de vormen die in dit land vereischt zijn voor de bekendmaking en de inrichting van den verkoop, nageliefd worden.

Op de aanvraag die hun daartoe zal gedaan worden door de overheden van het naburig land, in de gevallen voorzien in de voorgaande alinea, zullen de bevoegde overheden van elk der Mogendheden overgaan :

a) tot het verhoor van getuigen en deskundigen, alsmede tot het inwinnen van officieele inlichtingen waarvan zij den uitslag zullen juist verklaren en mededeelen ;

b) tot het beteekenen aan alle beklaagden of veroordeelden van alle procedure-stukken en van besluiten der rechterlijke en bestuurlijke overheden van het naburig land.

De hierboven bedoelde rogatoire commissies zullen door tusschenkomst van de Ministers van Justitie der verdragsluitende landen overgemaakt worden, indien zij uitgaan van magistraten van de rechterlijke orde, en door tusschenkomst van de Hoofdbeheeren der Douanen, indien zij uitgaan van ambtenaren.

ARTIKEL 6.

De tolbeambten van beide Staten zullen in gemeen overleg handelen om bedrog in het tolplichtig verkeer te verhinderen, en om de overtredingen der wetten en voorschriften te ontdekken. Zij zullen elkander de inlichtingen mededeelen die den dienst kunnen aanbelangen.

ARTIKEL 7.

De overheden van elken Staat zullen aan de tolbeambten en -agenten van het naburig land, in de uitoefening van hun ambt, dezelfde bescherming verleenen als aan de tolbeambten en -agenten van hun eigen land.

ARTIKEL 8.

De tolbeambten van beide landen zullen in het naburig land de dienstkleeding voorgeschreven door de reglementen waardoor zij respectievelijk beheerscht worden mogen dragen. Zij die tot den actieven dienst behooren, zullen in de uitoefening van hunnen dienst insgelijks hunne wapens mogen dragen.

Gedurende hun verblijf in het naburig land zullen zij zich moeten gedragen naar de in bedoeld land van kracht zijnde strafwetten en politiereglementen en zullen zij, in dit opzicht, aan de rechtsmacht van dit land onderworpen zijn. Mocht een beampte deze wetten of reglementen overtreden, zou de overheid waarvan hij afhangt onmiddellijk verwittigd worden.

ARTIKEL 9.

Beide Regeeringen behouden zich het recht voor aan deze Overeenkomst, eenvoudig door diplomatieke briefwisseling, de wijzigingen toe te brengen waarvan de ondervinding de gepastheid zou doen erkennen hebben.

ARTIKEL 10.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen er van zullen zoo spoedig mogelijk uitgewisseld worden.

Gedaan in dubbel afschrift, te Brussel, den 11^e April 1927.

VANDERVELDE.

Maurice HERBETTE.

